

AKTUELL

DROITS D'AUTEUR

Dont acte

Luc Caregari

Ce samedi, les rues de notre capitale et celles de bien d'autres dans le monde se rempliront à nouveau de manifestants qui contestent le traité Acta. Entre-temps, la confusion totale semble régner au grand-duché.

Le Kulturkampf autour des droits d'auteurs ira dans son prochain round ce samedi, avec de nouvelles démonstrations contre le traité Acta dans le monde entier. Le problème est toujours le même : le traité Acta a été négocié en secret entre les gouvernements et les géants de l'industrie culturelle. Il n'a donc pas vraiment une vocation démocratique. Et puis, il ouvre les portes encore plus largement à l'espionnage du citoyen avec l'argument d'une meilleure protection des droits d'auteur.

Mais il semble bien que la bataille autour d'Acta soit en train d'être perdue pour les tenants du traité. Le groupe des Verts européens - qui tient d'ailleurs un excellent blog sur le sujet - parle déjà des « Last Nails for the Coffin » - les derniers clous pour le cercueil - d'Acta. Et ils ont raison d'être optimistes, car la semaine dernière, une bonne nouvelle est tombée : pas moins de trois commissions parlementaires du Parlement européen viennent de donner des avis négatifs sur Acta. La commission de l'industrie et de la recherche tout d'abord, celle des questions légales ainsi que celle qui traite des libertés citoyennes, de la justice et de la politique intérieure. Le prochain avis très important de la commission dédiée au commerce extérieur est attendu pour le 20 juin. Ce qui laisse espérer que le vote du Parlement de Strasbourg - qui aura lieu entre le 3 et le 5 juillet - pourrait bien signifier la fin d'un traité dont tout le monde discute, mais dont peu de monde semble comprendre l'envergure.

Comme le CSV par exemple, qui, à la surprise générale lors d'une conférence de presse tenue fin mai par leur député Serge Wilmes et l'eurodéputé Frank Engel, a souhaité renégocier Acta. Ce qui, pour un traité qui est déjà négocié de toute façon, est passablement absurde et démontre que les conservateurs n'ont pas saisi l'ampleur de la question. Les Verts et les Pirates n'ont fait qu'une bouchée du CSV, qui est accusé d'opportunisme politique, d'incompétence et d'inco-

hérence. On peut surtout rebondir sur le dernier reproche en faisant remarquer qu'Etienne Schneider, le coalitionnaire socialiste et plus-tellement-nouveau ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, a prétendu il y a quelques mois qu'Acta n'était pas un danger et que de toute façon rien ne changerait au Luxembourg.

Donc, si les conservateurs ont décidé de changer de bord, est-ce que cela signifie la fin de l'intrusion dans la vie privée par des multinationales avides et des gouvernements curieux ? Loin de là : les Etats-Unis préparent déjà la prochaine attaque avec la loi Cisca qui est négociée



PHOTO : © FELICKR ANONYMOUS 9000

entre Facebook, Microsoft, Twitter et le gouvernement. Cette loi prévoit l'échange automatisé des données de tous les utilisateurs - pas seulement les citoyens américains - entre les services de l'Etat et les firmes qui vivent de la collecte des données. En même temps, en France, la nouvelle ministre de la culture Aurélie Filipetti a cédé aux lobbies industriels qui lui demandaient de ne pas abolir l'Hadopi - cette « haute autorité » destinée à punir les voleurs de droits d'auteurs, mais qui n'a pas encore vraiment fait preuve d'efficacité. Il reste donc du pain sur la planche.

La manifestation Stop Acta ! débutera samedi 9 juin à 14h30 devant la gare de Luxembourg-Ville.

SHORT NEWS

Affaire Liwigen: Halsdorf als Bauernopfer?

Trotz eines heftigen Dementis seitens des Premierministers bleiben die Chefs der zwei größten Oppositionsparteien dabei: Sie hätten Kenntnis von Zeugenaussagen, wonach von Regierungsseite Druck auf die Unternehmergruppe Rollinger ausgeübt wurde, um das Projekt Wickringen teilweise aufzugeben. Außerdem hätten sich der frühere Wirtschafts- und der amtierende Innenminister persönlich um eine womöglich vergünstigte Kreditvergabe an die Rollingergruppe bei der Sparkasse bemüht, damit der ursprüngliche Partner des Wickringenprojekts, die ING Real Estate, ausgezahlt werden konnte. Mittlerweile spricht sich die DP, wie schon vorher Déi Gréng, für eine parlamentarische Enquetekommission aus, um die genaueren Umstände des von Juncker, Krecké und Halsdorf eingefädelten Deals aus dem Frühjahr 2009 zu beleuchten. Die beiden Fraktionschefs werden im Vorfeld der „heure d'actualité“ am Mittwoch nächster Woche, anlässlich welcher der Premierminister zu den jüngsten Vorwürfen Stellung im Parlament nehmen soll, eine Motion einreichen, die eine solche Kommission fordert. Bei Gelegenheit einer gemeinsamen Pressekonferenz am Donnerstag gaben sich Claude Meisch und Fränz Bausch zuversichtlich, dass die Mehrheitsparteien diesem Vorschlag zustimmen, da nur so die ganze Wahrheit ans Licht kommen wird. Auch Jean-Claude Juncker ist in Erklärungsnot geraten: Noch im Oktober 2011 hatte er in der Chamber laut verkündet, sich nur mit Guy Rollinger, aber nie mit Flavio Becca getroffen zu haben. Er will zu diesem Zeitpunkt nicht einmal von dessen Existenz gewusst haben. Anlässlich des Pressebriefings letzte Woche erwähnte er aber ein Gespräch, das er mit den beiden genannten Ministern und beiden Promoteuren, also Rollinger und Becca, geführt haben will. Auch die Chefs der Sparkasse, die vor der zuständigen Chamberkommission beteuert hatten, eine Kreditvergabe für das Projekt Liwigen sei nicht einmal ansatzweise diskutiert worden, machen sich, wenn nicht der Lüge, so doch des Rückgriffs auf Halbwahrheiten verdächtig. Sollte Halsdorf tatsächlich etwas mehr getan haben als die - in der Zwischenzeit eingestandene - Rückfrage bei der Sparkasse um die Kreditbedingungen von Rollinger, dürfte er politisch nicht mehr zu halten sein. „In einem anderen demokratischen Land, hätten bereits die eingestandenen Fehler zu einem Rücktritt des Ministers geführt“, erklärte Fränz Bausch. Doch selbst wenn Halsdorf demissioniert und damit nach Krecké die beiden Hauptakteure nicht mehr Mitglied der Regierung sind, soll die Untersuchung stattfinden. Juncker, der noch letzte Woche heftigste Presse- und Oppositionsschelte austeilte, scheint schon das Rad herumzuwerfen und soll einem Untersuchungsausschuss nicht mehr abgeneigt sein - so könnte er seine Bereitschaft zu einer lückenlosen Aufklärung beweisen und nach dem Bauernopfer Halsdorf womöglich zur Tagesordnung übergehen.

Formation à l'approche interculturelle

Neuf nouveaux formateurs et formatrices à l'approche interculturelle ont reçu leur diplôme mercredi matin lors d'une conférence de presse au ministère de la Famille et de l'Intégration. Dans le cadre du « Plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations », le ministère avait demandé au Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales de créer un réseau de formateurs et de formatrices basés au Luxembourg. La formation elle-même a été assurée par le Centre bruxellois d'action interculturelle. Les diplômé-e-s peuvent dès lors intervenir dans les trois langues du pays devant des publics variés, en offrant un travail « sur soi, ses préjugés et ses stéréotypes ». Dans des groupes de huit à quinze personnes, ils se servent d'une méthode pédagogique interactive comme par exemple des mises en situation. Cathy Schartz, participante à la formation, s'est montrée convaincue que les « outils pratiques » qu'elle a reçus vont servir à « réduire les conflits et les malentendus » dans la vie quotidienne interculturelle. La ministre a jugé cette formation comme élément précieux d'une meilleure cohésion sociale. D'ailleurs, elle aurait déjà reçu plusieurs demandes de formations à l'approche interculturelle de la part du Service national d'action sociale.